CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
21-02-1983
Coördinatiebureau
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, le 10 novembre 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 2, § 4, de la loi du 10 août 1981, relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers", a donné le 31 janvier 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e november 1982 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van artikel 2, § 4, van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan vreemde Staten", heeft de 31e januari 1983 het volgend advies gegeven :

21 FEV 1983

L'article 2, § 3, de la loi du 10 août 1981 énumère les formes que peut prendre l'intervention financière du Fonds de la coopération au développement.

L'arrêté royal en projet tend à régler toutes les formes prévues d'intervention, sauf les "dons en numéraire" (article 2, § 3, 1°, de la loi), lesquels ne seront pas soumis à des conditions particulières.

EXAMEN DU TEXTE.

Article 2, § ler (article 2, § ler, du texte proposé).

Cette disposition est rédigée comme suit :

"§ ler. Le Fonds peut octroyer des prêts selon la nature des projets ou actions de développement et en fonction du degré de développement du pays bénéficiaire suivant des conditions déterminées cas par cas en ce qui concerne les taux d'intérêt, la durée et la période de grâce et pour lesquels l'élément don représente au moins vingt-cinq pour cent".

Le texte vise plusieurs clauses du contrat, qui peuvent comprendre un "élément (de) don", par exemple, le taux d'intérêt et la "période de grâce". Ce texte devrait être complété en vue de préciser comment est évaluée la part de l' "élément" (de) don" et de permettre ainsi de vérifier si cette part atteint au moins vingt-cinq pour cent.

.../...

C'est sous la réserve qui vient d'être indiquée, qu'un texte est proposé ci-dessous.

Article 5, § 6 (article 4, § ler, alinéa 2, 2°, du texte proposé).

Il serait préférable de rédiger comme suit le 2° :

"2° être accompagnée d'un investissement privé belge au moins équivalent à la participation du Fonds et comporter une participation importante de l'investisseur dans la gestion; ces conditions ne sont toutefois pas exigées lorsqu'il s'agit des pays les moins avancés".

Article 5, § 8.

Le paragraphe est rédigé comme suit :

"§ 8.

1° La participation sous forme de capital à risque peut aussi intervenir pour le financement d'études spécifiques pour la préparation et l'exécution de projets d'investissement productifs dans les pays en développement.

2° En cas de réalisation du projet, les frais de l'étude supportée par le Fonds sont incorporés dans le projet comme participation du Fonds.

3° Si le projet n'est pas exécuté, les frais de l'étude sont également répartis entre le Fonds et l'entrepreneur belge".

.../...

L'article 2, § 3, de la loi du 10 août 1981 porte que "L'intervention financière (du Fonds) s'opère sous une des formes ci-après : ... 5. Participations dans des entreprises d'économie mixte ou publiques et dans des banques de développement nationales ou régionales".

En soi, le financement d'études faites en vue de la réalisation d'un projet éventuel peut constituer un mode de participation.

Mais pour déterminer la portée du paragraphe 3, 5, de la loi, il faut tenir compte du paragraphe 2 du même article, qui énumère les institutions au profit desquelles le Fonds peut agir l'intervention financière du Fonds "est accordée soit à l'Etat étranger bénéficiaire de l'action de développement, soit à l'entreprise publique ou à une économie mixte de cet Etat, ou à une institution dont les engagements sont garantis par cet Etat, soit à une banque de développement nationale ou régionale".

Dans le cas visé à l'article 5, § 8, 2°, du présent projet d'arrêté royal, c'est-à-dire celui où il y a "réalisation du projet", les frais de l'étude peuvent être incorporés dans une prise de participation au sens de l'article 2, § 3, 5, de la loi du 10 août 1981 combiné avec le paragraphe 2 du même article. En effet, dans ce cas, il s'agit d'une intervention financière accordée soit à une entreprise publique ou à une entreprise d'économie mixte relevant de l'Etat bénéficiaire, soit à une banque de développement nationale ou régionale.

Par contre dans le cas visé à l'article 5, § 8, 3°, du présent projet d'arrêté royal, c'est-à-dire celui où "le projet n'est pas exécuté", le Fonds ne peut pas supporter, comme le

prévoit le projet, la moitié des frais d'étude, du moins à titre de prise de participation. En effet, dans ce cas, une prise de participation au sens de la loi est exclue par hypothèse. Le Fonds ne peut consentir l'intervention financière ayant l'objet indiqué car elle serait accordée à l'entrepreneur belge et non à une des institutions énumérées par la loi.

La disposition faisant l'objet de l'article 5, § 8, 3°, du projet doit donc être omise.

Les règles qui se déduisent de la combinaison du paragraphe 2 et du paragraphe 3, 5, de l'article 2 de la loi du 10 août 1981 n'empêchent pas le Fonds de la coopération au développement d' "accorder des dons en numéraire" à une des institutions visées par la loi (1), pour que cette institution rétribue des études faites par un entrepreneur belge, même si ces études n'aboutissent pas à la réalisation d'un projet. Elles n'empêchent pas l'Etat belge de verser à un entrepreneur belge une rétribution pour de telles études au moyen de crédits autres que ceux qui sont affectés audit Fonds.

.../...

---

(1) Article 2, § 3, 1, de la loi, à l'exécution duquel le présent projet est étranger.

Sous réserve de l'observation faite sous l'article 2, § 1er, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du projet :

"Arrêté royal portant exécution de l'article 2, § 4, de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la coopération au développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers, notamment l'article 2, § 4;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, de Notre Ministre des Relations extérieures, de Notre Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, de Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les interventions financières du Fonds de coopération au développement par voie de prêt, de bonification d'intérêts, de garantie et de prise de participation, sont réservées aux investissements dans l'industrie manufacturière de pays en voie de développement ayant conclu avec la Belgique une convention de coopération et de ceux où des actions de coopération sont en cours.

.../...

Toute demande d'intervention sera examinée sous les aspects suivants :

1° l'accroissement de l'emploi direct et indirect, l'amélioration des connaissances techniques et professionnelles et de la qualification de la main-d'oeuvre, l'accroissement de la capacité du pays intéressé à pourvoir à ses besoins économiques;

2° les effets sur la balance des paiements et des finances publiques de ce pays.

Les bénéficiaires doivent s'engager à établir régulièrement des rapports sur les aspects financier, technique et socio-économique des projets ou des actions de développement auxquels le Fonds contribue

Article 2.-

§ 1er. L'acte portant octroi d'un prêt détermine, compte tenu de la nature des projets ou des actions de développement et en fonction du degré de développement atteint par le pays bénéficiaire, le terme, le taux d'intérêt et les autres modalités, notamment les périodes pendant lesquelles il ne serait pas dû d'intérêts ou de remboursements partiels.

Les prêts, y compris les ouvertures de crédit, sont consentis en francs belges. L'intérêt calculé conformément au pourcentage fixé ainsi que les remboursements des prêts doivent être payés en Belgique, en francs belges, nets de tous impôts ou taxes généralement quelconques dont de tels paiements pourraient être passibles.

§ 2. Les ouvertures de crédit ne peuvent être accordées qu'à des institutions financières telles que :

.../...

1° les banques nationales de développement : institutions financières de droit national, privé ou public, érigées par des pouvoirs publics nationaux, ou avec le soutien de ceux-ci, en vue du développement économique et social du pays, d'une région déterminée ou d'un secteur économique déterminé du pays;

2° les banques de développement régional : banques qui sont constituées dans une région déterminée par divers pays en voie de développement dans le but de promouvoir le développement économique et social de la région et de contribuer à l'intégration économique des pays membres.

Article 3.-

Le Fonds peut accorder une bonification d'intérêt de trois pour cent au plus, quant à un prêt déjà accordé par un tiers pour le financement d'un projet d'investissement.

Le Fonds peut accorder en outre sa garantie de bonne fin à un prêt pour lequel une bonification d'intérêt est octroyée.

Article 4.-

§ 1er. Le Fonds peut prendre des participations au capital

1° des banques de développement nationales ou régionales visées à l'article 2, § 2;

2° des entreprises publiques;

3° des entreprises d'économie mixte où le secteur public détient une participation majoritaire; le secteur public peut y être représenté par une entreprise publique, par une entreprise d'économie mixte, par une entreprise dont les engagements sont garantis par l'Etat, ou par une banque de développement nationale ou régionale.

.../...

La participation du Fonds dans les entreprises d'économie mixte doit :

1° représenter un minimum de dix pour cent et un maximum de trente pour cent du capital;

2° être accompagnée d'un investissement privé belge au moins équivalent à la participation du Fonds et comporter une participation importante de l'investisseur dans la gestion; ces conditions ne sont toutefois pas exigées lorsqu'il s'agit des pays les moins avancés;

3° être approuvée par les autorités du pays où elle est effectuée;

4° bénéficier, dans le pays de l'investissement, d'un régime juridique de protection qui garantisse suffisamment les droits de l'investisseur en ce qui concerne le capital et les revenus de son investissement.

§ 2. Les moyens disponibles chaque année en vue de prises de participation seront, à concurrence d'un quart au moins, affectés à des pays à faibles revenus.

§ 3. Les débours exposés à l'occasion d'études préalables du projet d'investissement sont incorporés à la participation du Fonds.

§ 4. Au plus tôt cinq ans et au plus tard dix ans après la prise de participation, le Fonds cédera ses droits par préférence à ceux des autres participants qui sont, soit une autorité locale, soit une personne qui a ses activités professionnelles principales et son domicile fiscal dans le pays intéressé.

.../...

Article 5.-

Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, Notre Ministre des Relations extérieures, Notre Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur et Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

BAUDOUIN.

Par le Roi :
LE MINISTRE DES FINANCES ET DU COMMERCE EXTERIEUR,
W. DE CLERCQ.

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES,
L. TINDEMANS;

LE SECRETAIRE D'ETAT AU COMMERCE EXTERIEUR,
A. KEMPINAIRE.

LE SECRETAIRE D'ETAT A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT
J. MAYENCE-GOOSSENS".

Artikel 2, § 3, van de wet van 10 augustus 1980 geeft een opsomming van de vormen waarin de financiële tegemoetkoming van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking kan worden verleend.

Het ontworpen koninklijk besluit strekt tot regeling van alle vormen van tegemoetkoming waarin is voorzien, behalve de "giften in geld" (artikel 2, § 3, 1°, van de wet), waarvoor geen bijzondere voorwaarden zullen gelden.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 2, § 1 (artikel 2, § 1, van de voorgestelde tekst).

Deze bepaling luidt :

> "§ 1. Het Fonds kan naargelang de aard van de te financieren ontwikkelingsprojekten of -acties en naargelang de ontwikkelingsgraad van het begunstigde land leningen verstrekken, volgens gevalswijze bepaalde voorwaarden met betrekking tot de intrestvoet, de looptijd en de respijttermijn, en waarvan het schenkingselement minstens vijfentwintig percent bedraagt".

De tekst maakt gewag van een aantal bedingen van het contract, waartoe kunnen behoren een "schenkingselement", bijvoorbeeld, de "intrestvoet" en de "respijttermijn". Die tekst zou moeten worden aangevuld opdat duidelijk gesteld zij hoe het gedeelte "schenkingselement" wordt geraamd en opdat aldus kan worden nagegaan of dat gedeelte ten minste vijfentwintig percent bereikt.

Onder dit voorbehoud wordt verder in het advies een tekst voorgesteld.

.../...

Artikel 5, § 6 (artikel 4, § 1, tweede lid, 2°, van de voorgestelde tekst).

Het ware verkieslijk de tekst onder 2° als volgt te redigeren :

"2° gepaard gaan met een Belgische private investering die ten minste gelijkwaardig is met de participatie van het Fonds en waarbij de investeerder een belangrijk aandeel krijgt in het beheer; die voorwaarden gelden echter niet wanneer het gaat om de minstontwikkelde landen".

Artikel 5, § 8.

Deze paragraaf is als volgt geredigeerd :

"§ 8.

1° De bijdrage in vorm van risikodragend kapitaal kan ook dienen als financiering van specifieke studies voor de voorbereiding en de uitwerking van produktieve investeringsprojekten in ontwikkelingslanden.

2° Indien tot de uitvoering van het projekt wordt overgegaan, worden de kosten van de studie door het Fonds gedragen geïncorporeerd in het projekt als participatie van het Fonds.

3° Indien het projekt niet doorgaat, worden de kosten van de studie tussen het Fonds en de Belgische ondernemer gelijkelijk verdeeld".

Artikel 2, § 3, van de wet van 10 augustus 1981 bepaalt : "De financiële tussenkomst (van het Fonds) wordt verleend in één van de volgende vormen : ... 5. participaties in gemengde of openbare ondernemingen en in nationale of regionale ontwikkelingsbanken".

Op zichzelf kan het financieren van studies met het oog op de uitvoering van een eventueel project een wijze van participatie zijn.

.../...

Voor het bepalen van de strekking van paragraaf 3, 5, van de wet moet echter rekening worden gehouden met paragraaf 2 van hetzelfde artikel, die een opsomming geeft van de instellingen ten behoeve waarvan het Fonds kan optreden : de financiële bijdrage van het Fonds wordt verleend "ofwel aan de vreemde Staat waarvoor de ontwikkelingsactie bestemd is, ofwel aan de openbare onderneming of een onderneming met gemengd beheer van die Staat, ofwel aan een instelling waarvan de verbintenissen door die Staat gewaarborgd zijn, ofwel aan een nationale of regionale ontwikkelingsbank".

In het geval bedoeld in artikel 5, § 8, 2°, van het onderhavige ontwerp-koninklijk besluit, dit is in het geval dat "tot de uitvoering van het project wordt overgegaan", kunnen de kosten van de studie opgenomen worden in een participatie in de zin van artikel 2, § 3, 5, van de wet van 10 augustus 1981 gecombineerd met paragraaf 2 van hetzelfde artikel. In dat geval gaat het immers om een financiële bijdrage die wordt verleend hetzij aan een openbare onderneming of aan een onderneming met gemengd beheer ressorterend onder de Staat waarvoor de actie bestemd is, hetzij aan een nationale of regionale ontwikkelingsbank.

In het geval daarentegen dat bedoeld is in artikel 5, § 8, 3°, van het onderhavige ontwerp-koninklijk besluit, dit is in het geval dat "het project niet doorgaat", kan het Fonds niet de helft van de studiekosten dragen, zoals het ontwerp stelt, althans niet bij wijze van participatie. In dat geval is een participatie in de zin van de wet immers uiteraard uitgesloten. Het Fonds kan de bedoelde financiële bijdrage niet toestaan want zij zou dan aan de Belgische ondernemer en niet aan een van de in de wet genoemde instellingen worden verleend.

De bepaling die vervat is in artikel 5, § 8, 3°, van het ontwerp moet dus vervallen.

.../...

De regels die af te leiden zijn uit de combinatie van paragraaf 1 met paragraaf 3, 5, van artikel 2 van de wet van 10 augustus 1980 beletten het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking niet "giften in geld" te verlenen aan een van de in de wet (1) bedoelde instellingen opdat die instelling de studies kan vergoeden welke een Belgisch ondernemer heeft verricht, ook al leiden die studies niet tot het uitvoeren van een project. Zij verhinderen de Belgische Staat niet aan een Belgisch ondernemer voor zodanige studies een vergoeding uit te keren door middel van andere dan de voor het Fonds bestemde kredieten.

Onder voorbehoud van de opmerking die gemaakt is bij artikel 2, § 1, wordt voor het gehele ontwerp de volgende tekst voorgesteld :

"Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 2, § 4, van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan vreemde Staten.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan vreemde Staten, inzonderheid op artikel 2, § 4;

Gelet op het advies van de Raad van State;

.../...

---

(1) Artikel 2, § 3, 1, van de wet, waarvan de uitvoering buiten het bestek van het onderhavige ontwerp valt.

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel, van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, van Onze Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel, van Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De financiële bijdragen van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking bij wege van lening, rentevergoeding, waarborg en participatie worden alleen verleend voor investeringen in de verwerkende nijverheid van ontwikkelingslanden die met België een samenwerkingsovereenkomst gesloten hebben en van die waar ontwikkelingsacties aan de gang zijn.

Iedere aanvraag om een financiële bijdrage zal worden onderzocht onder de volgende aspecten :

1° de verhoging van de directe en indirecte werkgelegenheid, de verbetering van de technische en beroepskennis en van de geschoolde arbeid, de verhoging van de bekwaamheid van het betrokken land om in zijn economische behoeften te voorzien;

2° de terugslag op de betalingsbalans en de overheidsfinanciën van dat land.

De begunstigden moeten de verbintenis aangaan om geregeld rapporten op te stellen betreffende het financieel, het technisch en het sociaal-economisch aspect van de ontwikkelingsprojecten of -acties waarin het Fonds bijdraagt.

Artikel 2.-

§ 1. De akte waarbij een lening wordt toegekend bepaalt, met inachtneming van de aard van de ontwikkelingspro-

jecten of -acties en volgens de graad van ontwikkeling welke het begunstigde land heeft bereikt, de termijn, de rentevoet en de andere nadere regels, inzonderheid de periodes gedurende welke geen interesten of gedeeltelijke terugbetalingen verschuldigd zouden zijn.

De leningen, met inbegrip van de kredietopeningen, worden verstrekt in Belgische franken. De volgens het overeengekomen percentage berekende rente alsmede de aflossingen van de leningen moeten in België, in Belgische franken, betaald worden, vrij van enigerlei belastingen of taksen die zouden kunnen worden geheven op dergelijke betalingen.

§ 2. De kredietopeningen kunnen alleen worden toegestaan aan financiële instellingen zoals :

1° de nationale ontwikkelingsbanken : financiële instellingen naar nationaal recht, privaat dan wel publiek, door de nationale overheid of met haar medewerking opgericht met het oog op de economische groei en de sociale ontwikkeling van het land, van een bepaalde regio of een bepaalde economische sector van het land;

2° de regionale ontwikkelingsbanken : banken die door een aantal ontwikkelingslanden in een bepaalde regio zijn opgericht met het doel de economische groei en de sociale ontwikkeling van de regio te bevorderen en bij te dragen tot de economische integratie van de aangesloten landen.

Artikel 3.-

Het Fonds kan een rentevergoeding van ten hoogste drie percent toekennen met betrekking tot een lening die reeds door een derde is toegestaan voor het financieren van een investeringsproject.

.../...

Het Fonds kan bovendien zijn waarborg verstrekken voor de goede afloop van een lening waarvoor een rentevergoeding is toegekend.

Artikel 4.-

§ 1. Het Fonds kan participaties nemen in het kapitaal :

1° van de nationale of regionale ontwikkelingsbanken bedoeld in artikel 2, § 2;

2° van de openbare ondernemingen;

3° van de ondernemingen met gemengd beheer waarin de overheidssector een meerderheidsparticipatie heeft; de overheidssector mag daarin vertegenwoordigd zijn door een openbare onderneming, door een onderneming met gemengd beheer, door een onderneming waarvan de verbintenissen door de Staat zijn gewaarborgd, of door een nationale of regionale ontwikkelingsbank.

De participatie van het Fonds in de ondernemingen met gemengd beheer moet :

1° ten minste tien percent en ten hoogste dertig percent van het kapitaal bedragen;

2° gepaard gaan met een Belgische private investering die ten minste gelijkwaardig is met de participatie van het Fonds en waarbij de investeerder een belangrijk aandeel krijgt in het beheer; die voorwaarden gelden echter niet wanneer het gaat om de minstontwikkelde landen;

3° goedgekeurd worden door de autoriteiten van het land waar zij plaatsvindt;

.../...

4° in het land van investering een rechtsbescherming genieten die de rechten van de investeerder met betrekking tot het kapitaal en de opbrengst van zijn investering voldoende vrijwaart.

§ 2. Ten minste een vierde van de middelen die ieder jaar beschikbaar zijn voor het nemen van participaties zal worden bestemd voor lage-inkomstenlanden.

§ 3. De kosten in verband met de voorstudie van het investeringsproject worden opgenomen in de participatie van het Fonds.

§ 4. Ten vroegste vijf jaar en uiterlijk tien jaar na het nemen van de participatie zal het Fonds zijn rechten bij voorkeur overdragen aan diegenen onder de andere participanten die ofwel een lokale overheid zijn ofwel een persoon die zijn voornaamste beroepsbedrijvigheid en zijn fiscale woonplaats in het betrokken land heeft.

Artikel 5.-

Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel, Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, Onze Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel en Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :
DE MINISTER VAN FINANCIEN EN BUITENLANDSE HANDEL,
W. DE CLERCQ.

.../...

DE MINISTER VAN BUITENLANDSE BETREKKINGEN,
L. TINDEMANS.

DE STAATSSECRETARIS VOOR BUITENLANDSE HANDEL,
A. KEMPINAIRE.

DE STAATSSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING,
J. MAYENCE-GOOSSENS".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	P. TAPIE,	président de chambre, kamervoorzitter,
	Ch. HUBERLANT,	conseillers d'Etat,
	P. FINCOEUR,	staatsraden,
	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,
	L. MATRAY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	M. VAN GERREWEY,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.